

# Introduction

**Esther Benbassa**

Les minorités, visibles lorsqu'elles dérangent, deviennent invisibles quand il s'agit de représentation politique ou d'ascension sociale.

Quelles sont donc ces « minorités » ? Le mot désigne en général les groupes numériquement faibles, que leur religion, leur origine ethnique et/ou la couleur de leur peau distinguent de la population dite majoritaire. En France, ces dernières décennies, il s'applique de manière privilégiée aux Arabo-musulmans, aux Noirs et à tous ceux qu'on continue à percevoir comme des « descendants d'immigrés », quelle que soit la génération en cause, et même lorsqu'elle est née en France. Les femmes, moitié de l'humanité, considérées longtemps comme des mineures, sont elles aussi encore souvent perçues comme des « minoritaires », même si elles pâtissent de relativement moins de discriminations, comme d'ailleurs les LGBT (Lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transgenres), qui, à la suite de longues luttes, ont pu faire des avancées considérables. Les « gens du voyage », quoique minoritaires, n'entrent curieusement pas dans cette catégorie, leur appellation même, qui évoque le nomadisme (alors même que la plupart ne sont plus des nomades), les faisant basculer dans les marges, en butte à rejet immédiat et apparemment irrévocable.

On parlera beaucoup moins de « minorités » à propos des Asiatiques, qui se rendent invisibles pour ne pas attirer l'attention et s'efforcent de vivre dans une sorte « d'autogestion » communautaire, ou à propos des Juifs, que la mémoire du génocide « protège » de tout procès en illégitimité, confirmant par là même leur intégration dans les sociétés européennes. Les minorités de religion chrétienne, au-delà de leurs nationalités d'origine et des différences de rite, échappent au négatif intrinsèque aux minorités pointées du doigt. On peut y inclure les Arméniens, les Chaldéens, etc., mais aussi désormais les Italiens, les Polonais, les Espagnols ou les Portugais, qui ont subi l'opprobre dans le passé, mais à qui la communauté de religion et la construction de l'Europe ont permis d'accéder à une intégration qui, en fait, aux yeux des orthodoxes de la République, n'est et ne

doit être que le synonyme d'une assimilation. Pour ces derniers, en effet, l'affirmation d'une différence a valeur d'insolence, ou à tout le moins de coupable effronterie, au regard des bienfaits dont la République, mère des Français, est si prodigue. Cette différence, il faudrait l'effacer à tout prix, comme pour l'offrir en sacrifice ultime à la France et à ses valeurs. En devenant français, il faudrait oublier d'où l'on vient, ses langues d'origine, ses coutumes, la culture de ses pères. Comme le requiert la paranoïa nationaliste, c'est vierge qu'on entre en francité, si l'on veut du moins correspondre à ce modèle de Français qu'avait voulu créer la Révolution. Les Juifs avaient été alors les premiers à passer le test de cette nouvelle citoyenneté. Pour les autoriser à y accéder, on leur avait demandé – déjà – de se « régénérer »...

Aujourd'hui, cet idéal de « régénération », encore cultivé par les dirigeants de notre pays, ne fonctionne guère. Les descendants des « minorités visibles » ne souhaitent pas devenir invisibles, ni à la « majorité », ni à leur groupe, qu'on a coutume d'appeler « communauté ». Qui dit communauté, dit lien, dit solidarité. Or c'est cela qui fait peur, comme si cette proximité pouvait mettre en danger la nation française, alors qu'elle est en fait au contraire un vecteur d'intégration, puisqu'elle bâtit des ponts entre la minorité et la nation.

Dans une Europe vieillie, qui a importé massivement des immigrés pour continuer à faire tourner la machine économique, ces derniers et leurs descendants apparaissent désormais comme un danger. Leur présence fait craindre une invasion démographique, qui sonnerait le glas de la spécificité occidentale. La construction de l'Union européenne et son élargissement effraient pour les mêmes raisons ces nations qui perdent leurs repères et se recroquevillent dans leur conservatisme. Ainsi s'explique la montée des mouvements d'extrême droite un peu partout en Europe, dont le discours tire ses prétextes de ces bouleversements concomitants. Le passé, lointain et mythifié, s'érige en rempart face à un avenir incertain.

On se veut « entre soi » et contre « eux », ce qui provoque un mouvement en retour parfaitement symétrique, puisque « eux » se méfient de ce « nous » hostile. Le communautarisme dont on se plaît à évoquer les ravages se nourrit de part et d'autre de cette hostilité. Communauté dite nationale face à la communauté de ces « étrangers » qui le restent, y compris lorsqu'ils accèdent à la citoyenneté de leur pays d'accueil ou qu'ils naissent sur son sol...

On imagine des modèles d'intégration qui auraient échoué. Multiculturalisme contre républicanisme et *vice versa*. Comme si on pouvait plaquer des modèles aussi simplistes sur des groupes humains variés et mouvants, des modèles qui plus est imposés d'en haut en déphasage complet avec une réalité européenne de plus en plus plurielle. Au lieu de

## Introduction

9

négocié avec ses minorités, la République, abstraite, se crispe sur l'application de normes figées qui ne font qu'entretenir les crises récurrentes dans les centres urbains, et qui jouent l'épreuve de force là où des aménagements seraient possibles pour vivre autrement et mieux.

La « paranoïa » nationaliste de ces derniers temps, en France, certes d'abord une rhétorique électoraliste, marquera sans doute encore longtemps les mentalités et n'aidera sûrement pas à dégripper l'ascenseur social. Le monde de l'entreprise et de la finance commence à voir les avantages qu'il peut tirer du dynamisme de ces « invisibles » – ou trop visibles –, et il leur ouvre ses portes plus largement que les élites au pouvoir et les partis, pour qui l'obstacle premier est leur propre ambition. La gauche n'est pas en reste, qui craint de déplaire à son électorat en mettant sur les listes des « (in)visibles » politiques. Sans doute, certaines personnalités issues de ces milieux, arrivées au pouvoir par la volonté du Prince, ont-elles lancé, un moment, un signal symbolique positif. Ces ascensions individuelles n'ont pourtant pas suffi à calmer les critiques incessantes, dont les minorités « visibles » sont la cible, critiques qui s'exaspèrent périodiquement, et que tout conspire à nourrir : émeutes, problèmes de toutes natures dans les banlieues ghettoïsées, mais aussi foulard ou voile intégral, portés par des femmes qui, pour beaucoup d'entre elles, en usent comme d'un marqueur identitaire, face à la stigmatisation subie au quotidien.

La gauche aurait tout intérêt, ne serait-ce que pour de basses raisons de clientélisme électoral, à placer sur ses listes, en position éligible, des candidats capables de mobiliser les voix des groupes minoritaires dits « visibles », dont la sensibilité penche ordinairement plutôt à gauche qu'à droite. Mais le conservatisme politique touche aussi bien les partis de gauche que les partis de droite. Les places à distribuer étant limitées, peu nombreux sont ceux qui consentent de bon cœur à multiplier les candidats issus des minorités « visibles ». De surcroît, à force de répéter que cette catégorie de population ne vote pas, on finit par ne rien faire pour les inciter à voter, à accéder à ce premier échelon de la citoyenneté responsable. La boucle est ainsi bouclée : lorsqu'on ne vote pas, a-t-on la moindre raison de se battre pour entrer dans un parti ou, *a fortiori*, pour se faire élire ? À quoi bon, finalement, puisqu'à gauche comme à droite, les minorités sont abandonnées à leur sort ?

Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les programmes des partis de gauche dans la course à l'élection présidentielle. La bonne conscience ou les bons sentiments priment sur les propositions concrètes. Il ne suffit pourtant pas d'appeler à la tolérance, de proclamer que l'on combat le racisme. Ce sont de mesures concrètes dont on a besoin, capables d'influer positivement sur l'avenir des Arabo-musulmans, des Noirs ou des gens du voyage en France. Certes, les bonnes intentions valent toujours mieux que

l'agressive intolérance des pouvoirs en place. Une agressivité dont les musulmans sont prioritairement la cible, les musulmans noirs ayant droit, si l'on peut dire, à une double dose.

On préfère hélas esquiver les vrais problèmes au nom même des valeurs de la République et de la laïcité, lesquelles deviennent, dans la bouche de certains, y compris parfois de gens de gauche, les fers de lance d'une islamophobie de bon ton. La France est plongée dans son islamopathie, comme elle l'avait été dans les années 1930 dans une judéopathie, dont on connaît hélas les suites. Si les formes changent, la pathologie est là présente, nourrissant une idéologie xénophobe nouvelle manière qui s'attaque jusqu'à la liberté de s'exprimer et de se vêtir et finira par démoniser les musulmans en général aux yeux des populations.

Démoralisées dans le contexte actuel, les minorités « visibles » mettront du temps à se redresser et à entrer dans la voie d'une authentique intégration, et non de cette assimilation dont rêvent nos gouvernants. L'intégration passe par une citoyenneté assumée, à savoir par le vote et par la représentation politique. Celle-ci constitue le grand pas de la modernité et de la démocratie. Si on ne peut pas demander à des citoyens français appartenant à ces minorités invisibles en politique de « s'assimiler », on peut en revanche les orienter vers la prise de responsabilité politique, clé de voute de l'appartenance à la nation. L'exemple de la Grande-Bretagne et des États-Unis, que nos experts analysent dans ce livre, l'illustre d'une manière rationnelle et non idéologisée, à la différence de ce que font souvent nos politiques et certains journalistes.

Quand on devient un représentant de la nation, on défend les intérêts de cette nation, mais aussi, dans le même mouvement, et de façon non contradictoire, ceux des siens. On l'a vu au XIX<sup>e</sup> siècle avec ces hommes d'État juifs, politiciens au-dessus de tout soupçon de communautarisme, qui ont su néanmoins aussi servir les leurs en voie d'intégration et leurs droits. Voilà qui est simplement humain et ne relève d'aucun communautarisme. Un ancien adage rabbinique le dit en des mots très simples : « Si je n'ai pas soin de moi, qui le fera pour moi ? », ajoutant : « Et si je [n]'ai soin [que] de moi, que suis-je ? ». <sup>1</sup> Cette formule convient parfaitement à ce qui peut inspirer l'action d'un minoritaire invisible devenu visible politiquement. Et la minorité à laquelle il appartient a précisément besoin de ce *stimulus*, de cet acte posé au dehors par l'un des siens, à visage découvert.

D'où l'importance, aussi, d'ouvrir les élections municipales aux immigrés qui ne possèdent pas la nationalité de leur pays d'accueil, pour responsabiliser les membres de ces groupes, pour les amener à œuvrer non seulement au bénéfice du groupe, mais au bénéfice de tous, immigrés,

1. *Mishnah, Avot 1, 14.*

descendants d'immigrés et société globale, pour leur permettre de peser davantage sur les équilibres politiques, et pour obtenir, par la négociation, de nouveaux acquis. Ce ne sont pas des quotas froidement calculés qui régleront ces questions, mais l'entrée effective, active et plus massive des « invisibles » dans les rouages politico-syndicaux.

En France, les élus issus des minorités ont trop souvent la mauvaise habitude de rouler pour leur compte personnel lorsqu'ils arrivent au pouvoir, tandis qu'aux États-Unis, comme on l'a vu avec Obama, les associations et les groupes d'influence qui défendent depuis des décennies la cause noire ont non seulement labouré le terrain, mais aussi donné un *sens* à l'élection d'un Noir dans le pays. Si Obama, lui, n'est pas seul, une Rachida Dati, par exemple, elle, est seule. Et si Rachida Dati a été élue dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, très bourgeois, de Paris, il n'est pas sûr qu'elle l'aurait été à La Courneuve, si elle s'y était présentée...

\* \*  
\*

On trouvera dans ces pages les travaux des meilleurs spécialistes européens et américains de la question des minorités en politique – y compris les femmes, qui, en France, ne décollent pas en dépit de la loi sur la parité, et les LGBT. La perspective adoptée est clairement comparative. La France, l'Europe, et les États-Unis sont abordés ensemble, pour mieux saisir les enjeux et mettre définitivement à mal les généralités, les préjugés et les peurs. Le tout est complété par les témoignages, précieux, de personnalités politiques françaises, de tous âges et de toutes sensibilités.

Cet ouvrage est né d'un colloque qui s'est tenu les 11 et 12 décembre 2009, à l'École normale supérieure (Ulm, Paris), à l'initiative du « Pari(s) du Vivre-Ensemble », une association que Jean-Christophe Attias et moi-même avons fondée en 2005 et que nous animons depuis lors. Au nombre des partenaires de cette initiative, je me dois de citer l'antenne parisienne de New York University, installée à l'ENS, et dirigée par Katherine Fleming, l'École pratique des hautes études (Sorbonne), où J.-C. Attias et moi-même enseignons, ainsi que le Centre Alberto-Benveniste qui, sous ma direction, dévoue une part essentielle de son activité à une approche comparée de l'histoire et de la sociologie des minorités.

Nos remerciements vont tout naturellement aux organismes et institutions qui subventionnent « Le Pari(s) du Vivre-Ensemble », qui lui renouvellent régulièrement leur confiance et sans qui cette publication n'aurait pu voir le jour : le Conseil régional d'Île-de-France, l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE), la Ville de Paris et les Services culturels de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique à Paris.